

Pau, le

ARRETE N°AP-2023-0325

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-28, R.412-30 et R.415-7 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 06 août 2003 réglementant la circulation et le stationnement rue du général Dauture ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation et les régimes de priorité de la rue du général Dauture ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 06 août 2003 qui réglemente la circulation et le stationnement rue du général Dauture est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Un sens unique de circulation est instauré rue du général Dauture, dans le sens rue Amédée Roussille vers la rue Marcel Barthe.

ARTICLE 3 – Les conducteurs circulant sur la rue du général Dauture et débouchant sur la rue du colonel Gloxin, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – Les conducteurs circulant sur la rue du général Dauture et débouchant sur la rue Marcel Barthe, doivent céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

01 AOÛT 2023


Clariette JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

